

# Elisabeth Laville et Annabelle Richard

## Agir localement pour réussir la transition énergétique

Les deux expertes de l'économie des territoires montrent que les collectivités ont les moyens de substituer les émissions importées par une production locale bas carbone plus efficiente

La France ne parvient pas à tenir ses engagements climatiques et peine à réduire ses émissions de gaz à effet de serre à un rythme suffisant au vu de ses objectifs à l'horizon 2030. Et si, pour agir au-delà des comportements individuels et en complément des stratégies nationales et européennes, nous explorions un nouvel échelon, celui des territoires ? Ceux-ci offrent en effet un champ d'action aujourd'hui inexploité : la réduction des émissions importées.

C'est ce que révèle l'empreinte carbone, une métrique qui, malgré des travaux scientifiques récents, reste la grande absente des feuilles de route climatiques des territoires. L'empreinte carbone de la France est en effet de 42 % supérieure à la quantité de gaz à effet de serre émise sur son propre territoire. Avec la vague de désindustrialisation que connaît le pays depuis les années 1970, la part des émissions importées dans l'empreinte carbone de la France est passée de 39 % en 1995 à 49 % en 2019, avant de redescendre très légèrement.

Les politiques économiques et climatiques, en ne considérant que les émissions domestiques, ne s'intéressent qu'à la moitié du problème. Et se privent ainsi d'au moins la moitié des solutions.

La diminution de l'empreinte carbone va donc dépendre de la capacité du territoire à répondre localement à ses besoins, en substitution à des importations à fort impact. Or, rapportée au nombre d'habitants, cette empreinte varie fortement d'une région à l'autre, oscillant entre 8,1 et 9,6 tonnes par habitant et par an – bien loin, dans tous les cas, des 2 tonnes communément considérées comme le seuil de soutenabilité à l'horizon 2050.

L'Île-de-France est la région où elle est la plus élevée. Dépendant fortement des importations pour répondre à son alimentation et à ses produits du quotidien, elle atteint 9,63 t CO<sub>2</sub> par habitant, dont 78 % « importés » (35 % des autres régions, 43 % de l'étranger). Le Grand-Est, la Bourgogne-Franche-Comté et le Centre-Val de Loire, eux aussi très dépendants des importations, ont une empreinte carbone supérieure à la moyenne nationale.

A l'inverse, les régions Pays de la Loire et Bretagne montrent une meilleure performance. L'Occitanie se hisse en première place du classement des régions les moins émettrices, puisqu'elle combine des émissions territoriales plus faibles et des émissions importées dans la moyenne. A titre d'exemple, un habitant de la région Occitanie va émettre moitié moins d'émissions importées qu'un Francilien pour satisfaire sa consommation alimentaire, et 30 % de moins pour sa consommation courante (médicaments, textiles).

### Offre alternative

Les régions présentant l'empreinte carbone la plus basse combinent trois caractéristiques : un revenu – et donc un niveau de consommation – médian plus élevé, un mix énergétique peu carboné grâce notamment à la production d'énergies renouvelables et à des mobilités bas carbone, et enfin – et c'est certainement le grand absent des politiques climatiques actuelles – un tissu économique local suffisamment dense et diversifié pour permettre des échanges entre acteurs locaux qui limitent le recours aux importations.

Comment réduire les émissions importées de nos régions ? Celles-ci se répartissent généralement en quatre postes principaux : la mobilité (raffinage des produits pétroliers et production des véhicules), les produits agroalimentaires et

agricoles (dont 70 % des émissions sont liées à l'élevage), la construction des bâtiments (avec un impact important de la production des matériaux, notamment du ciment) et les équipements du quotidien (produits électroniques, mobilier et textiles en particulier).

Dans le cas de la mobilité des ménages, par exemple, 55 % des émissions de CO<sub>2</sub> sont liées à la combustion des moteurs diesel ou à essence sur le territoire lui-même, mais le solde est émis à l'autre bout du monde pour raffiner et transporter le carburant, ou encore pour extraire et fondre les métaux qui constituent les habitacles des véhicules.

Si l'on souhaite réduire les émissions importées, trois stratégies complémentaires sont à déployer par les politiques publiques.

La première est de faire en sorte que nos importations soient moins carbonées, ce qui, concrètement, consiste à mettre en place des mécanismes d'ajustement carbone aux frontières, afin d'envoyer un signal prix au consommateur et de l'orienter progressivement vers l'achat de produits bas carbone. Mais cette stratégie, qui se joue à un niveau communautaire et dans le temps long des négociations internationales, se doit d'être complétée par des initiatives plus locales.

La deuxième stratégie consiste à réduire les émissions « à la source », en diminuant la demande sur certains produits fortement émetteurs – carburants fossiles, viande, bâtiments en béton ou en acier, véhicules automobiles – à travers des politiques de sobriété. Une telle stratégie cherchera à agir directement sur les modes de vie et touche donc des sujets sensibles : libertés individuelles, choix de consommation, équité sociale. Elle doit pour cette raison s'accompagner d'un véritable débat public sur les équilibres à trouver entre les limites planétaires et un certain niveau de vie pour tous.

La troisième stratégie, que nous détaillons plus bas, vise à substituer aux émissions importées une production locale bas carbone, parce que moins consommatrice d'énergie (grâce à un besoin de transport réduit et à des symbioses industrielles permettant de réduire l'intensité énergétique par euro produit), reposant sur un mix énergétique peu carboné (grâce au nucléaire et aux énergies renouvelables).

Pour cela, encore faut-il disposer d'une offre locale alternative aux produits importés, ce qui n'est pas aujourd'hui le cas sur de nombreux secteurs, comme l'ont montré les ruptures d'approvisionnement subies par la France lors de la crise sanitaire ou de la guerre en Ukraine.

Cette stratégie résonne fortement avec l'objectif de réindustrialisation affiché par les pouvoirs publics en France ou à l'échelle européenne et lui donne de nouvelles perspectives.

Comment remplacer nos importations par une production locale et moins carbonée ? Comment donner plus de place au développement économique local dans les stratégies climatiques des territoires ? Celles-ci ne peuvent plus se résumer à la rénovation des bâtiments ou à des centrales à hydrogène. Les collectivités ont dans leurs mains de puissants leviers pour agir sur les émissions importées – politiques foncières, outils d'animation économique, investissements industriels... – qui ont toutes les chances de générer des logiques gagnant-gagnant, pour le territoire et pour le climat.

La création d'une offre locale et bas carbone est porteuse de retombées sociales et économiques prometteuses : redynamisation de territoires frappés par la désindustrialisation, création d'emplois durables, renforcement du lien social, résilience accrue du territoire face aux chocs, compétitivité des entreprises locales dans un monde où émettre du carbone coûtera de plus en plus cher...

Réciproquement, une économie locale pensée selon les principes de l'efficacité, des synergies industrielles, de la coopération et de la circularité permet de réduire les émissions pour produire une même quantité de biens ou de services. Des travaux de modélisation menés sur le comté d'Allegan, dans le Michigan, montrent que la relocalisation, lorsqu'elle propose une production alternative dans des territoires plus diversifiés, des synergies énergétiques évitant de transformer les émissions importées en émissions locales équivalentes, permet de réduire de 70 % les émissions totales pour satisfaire le même niveau de consommation (*Et si l'antidote à la crise climatique était la diversité économique ?*, Arnaud Florentin, Editions de l'Aube, à paraître le 22 août).

### Efficience et agilité

S'il souhaite substituer à ses importations une production locale, le territoire devra cibler ses efforts sur les postes qui pèsent le plus lourd dans son empreinte carbone. Cela signifie que les priorités d'innovation et de développement industriel ne doivent pas se limiter aux énergies vertes, mais pousser des offres locales et bas carbone dans l'ensemble des secteurs de la vie et de la consommation quotidienne : déplacements, bâtiments, alimentation, équipements.

La bonne nouvelle, c'est que nous ne partons pas d'une page blanche : chaque territoire dispose d'un capital, de compétences, mais aussi d'outils de production qui offrent un potentiel de redéploiement insoupçonné vers ces nouvelles activités. Les stratégies climatiques de chaque région, de chaque département ou métropole doivent donc s'appuyer sur ces opportunités, mettre en réseau les acteurs économiques et accompagner leur diversification. Bref, en soutenant ce qu'il convient d'appeler un « nouvel entrepreneuriat climatique ».

Car, pour reprendre les mots de Satish Kumar, fondateur du Schumacher College au Royaume-Uni, « la crise climatique est le symptôme, pas le problème » : elle nous force à nous interroger sur le manque d'efficacité de notre économie et, ce faisant, lance un défi aux entreprises. Comment repenser nos modèles économiques pour inventer une nouvelle façon d'entreprendre, réajustée au monde, qui se conçoit dans, et non en dehors, du vivant ?

Bien plus que d'un simple accompagnement à la performance énergétique,

les entreprises ont désormais besoin d'être guidées vers plus d'efficacité, d'agilité, et vers de nouveaux modèles d'affaires climatiques. Elles cherchent à renouveler leur proposition de valeur, à innover pour réduire radicalement les émissions. On pense aux marchés liés à la « transition », à la circularité (via le réemploi de pièces de maintenance industrielle, comme proposé par la place de marché Kheeos), à la valorisation des bioressources et à la révolution du « partage B2B » entre les entreprises, chère à l'économiste Navi Radjou.

Développer une offre locale bas carbone est une condition nécessaire mais non suffisante, puisque rien ne garantit que les acteurs économiques du territoire se tourneront spontanément vers

### MÉTHODOLOGIE

L'empreinte carbone part de ce

qui est non pas produit, mais

consommé dans un territoire

pour mesurer la totalité

des émissions de CO<sub>2</sub>, en intégrant

aussi celles qui ont lieu hors

du territoire, le long des chaînes

de production internationales.

Pour comprendre l'empreinte

carbone de la France et de chacune

de ses régions, il est nécessaire

de comptabiliser :

1. les émissions émises sur place,

à la fois directement par les ménages

(principalement par les véhicules

et pour le chauffage des logements)

mais aussi par les administrations

et les entreprises pour répondre

à la consommation intérieure

(par exemple, la production agricole

et la transformation industrielle

non destinées à l'export) ;

2. les émissions générées hors

du territoire, liées aux importations

nécessaires pour satisfaire

la consommation locale, soit

des ménages (par exemple, une

automobile provenant d'Allemagne),

soit du tissu industriel national

(par exemple, de la viande bovine

importée des Pays-Bas pour être

transformée dans une usine

française en sauce bolognaise, vendue

dans un supermarché en France).

Le calcul des émissions directes

des ménages et de la production

domestique s'appuie sur les

inventaires d'émissions de gaz à effet

de serre nationaux et territoriaux

élaborés par le Centre

interprofessionnel technique

d'études de la pollution

atmosphérique et les observatoires

régionaux climat-air-énergie.

Le modèle d'analyse entrées-sorties

Locanomics, développé par le

cabinet de conseil Utopies, permet

de décomposer la consommation

nationale et régionale, et de

déterminer la part d'importations

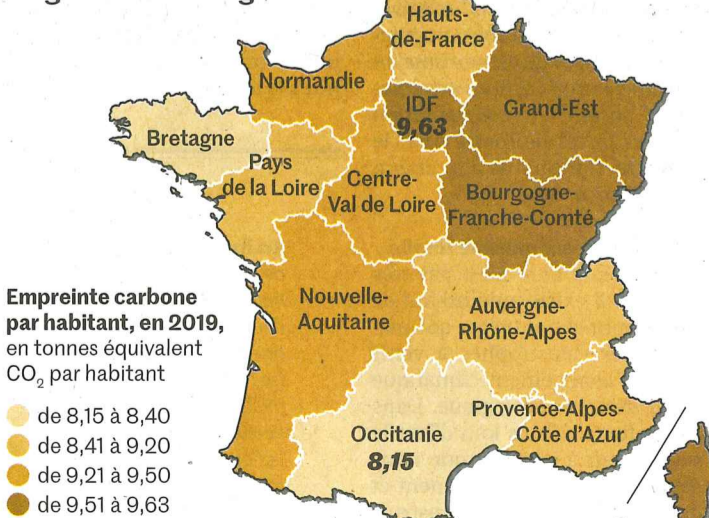
avec les émissions associées, à

chaque étape de la chaîne de valeur.



**LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET CLIMATIQUES, EN NE CONSIDÉRANT QUE LES ÉMISSIONS DOMESTIQUES, NE S'INTÉRESSENT QU'À LA MOITIÉ DU PROBLÈME**

### Une performance climatique inégale selon les régions



### Part des importations du reste de la France et de l'étranger dans l'empreinte carbone, en 2019, en %

